



Intervention du 1^{er} octobre 2021

Chers Camarades,

Permettez-moi de saluer la magnifique mobilisation de plusieurs milliers de retraités ce 1^{er} octobre, avec 136 rassemblements, représentant 88 départements.

Nous avons raison d'exiger l'augmentation des pensions et des retraites, une protection sociale de haut niveau, ainsi que des services publics d'accueil et de proximité avec des personnels sous statut, en nombre et formés.

Oui mes camarades, nous exigeons de bien vivre nos retraites !

Pourquoi ?

Nous retraités, comme toutes les travailleuses et travailleurs de ce pays, nous sommes de ceux qui ont fait de la France un fleuron industriel mondial — que ce soit dans le privé ou dans les entreprises nationalisées —. Nous nous battons, encore et toujours, pour une protection sociale où chacune et chacun peut avoir l'accès aux soins et être accueilli dans les hôpitaux publics, dans les EHPAD, avec du personnel qualifié et bien rémunéré, avec le besoin d'investissement en terme de lits et d'embauches.

Aujourd'hui, le contexte de libéralisation s'accompagne de déréglementations et de réformes générales des politiques publiques. Ces réformes vont à l'encontre des besoins de la population. Les politiques d'austérité privent les services publics des moyens de financement qui leur sont nécessaires.

La raison d'être des services publics est la satisfaction de l'intérêt général, la promotion de biens communs, le développement humain durable et la recherche du progrès social. Ils sont les garants de la cohésion sociale, de l'amélioration des conditions de vie et d'intégration des populations.

Les services publics sont un choix de société. Ils sont les outils qui font prévaloir l'intérêt général sur l'intérêt individuel.

La qualité des services publics repose sur 3 fondements :

- L'égalité d'accès et de traitement de tous les usagers ;
- Le fonctionnement permanent sur l'ensemble du territoire ;
- L'adaptabilité qui permet d'ajuster leur contenu en prenant en compte les progrès techniques et l'évolution du besoin des usagers.

C'est le contraire qui se déroule aujourd'hui : fermeture des hôpitaux, fermeture de lits, fermeture de guichets, impôts, poste, etc.

Je l'ai dit : pour la CGT, c'est un choix de société. C'est pourquoi, nous exigeons : des embauches, des investissements dans les hôpitaux, des maintiens et des réouvertures de bureaux de poste, des guichets d'impôts, entre autres, pour accueillir les populations. Les services publics, c'est aussi le développement économique pour accueillir des industries, développer l'emploi, le social et l'environnement.

Oui, les services publics : choix de société pour la CGT.

Les services publics sont un investissement créateur de richesses. Ils participent pour une part essentielle au développement économique et social et à l'aménagement du territoire, par exemple pour les besoins d'infrastructures et de transports. C'est ce qui nous fait dire qu'il ne peut y avoir de service public sans industrie, et il ne peut y avoir d'industrie sans service public.

C'est un GRAND service public qu'il nous faut, fondamentalement différent d'un service AU public.

Oui, la santé n'a pas de prix !

Tous les gouvernements, actuels et passés, veulent casser la sécu. Ils en ont entrepris la démolition. Avec pour dernier exemple aujourd'hui, sous renfort de nombreux chiffres, l'abandon définitif de la loi sur l'autonomie pourtant annoncée avec grand renfort par le gouvernement en 2018.

Face à cela, nous menons la bataille idéologique contre le capital, pour l'exigence d'une protection sociale à 100%, ainsi que des investissements pérennes dans la recherche médicale.

Trop, c'est trop, camarades !

Exigeons, oui, exigeons du patronat le reversement intégral des cotisations sociales à la sécu. Contrairement à ce que déclarent le gouvernement et le patronat, relayé par les grands médias, ce ne sont ni les retraités, ni les salariés qui creusent le déficit de la sécu et appauvrissent la sécurité sociale. C'est le capital, qui veut s'approprier le budget de la sécu pour nous mener vers l'assurantiel. Notre système de santé, notre système de

protection sociale, notre sécu, ils la mettent en danger ! Dans cette bataille de haut niveau, ne lâchons rien !

Oui à notre sécu à 100% !

Ce n'est pas un slogan. Pendant la pandémie, notre système a montré que c'est le meilleur du monde. Alors, notre slogan c'est :

Je cotise selon mes moyens et je me soigne selon mes besoins ! Ça marche, camarades... Il faut le conserver, l'améliorer !

Je viens de donner, en ces quelques mots, des éléments sur le service public et la protection sociale. Je pourrais encore énumérer, développer un certain nombre d'éléments, mais, me semble-t-il, j'ai dit l'essentiel.

Je voudrais prendre un peu de temps sur l'augmentation des pensions et des retraites.

Ce dernier trimestre 2021 (octobre, novembre et décembre), est une période clé pour les retraités. C'est dans cette période que le gouvernement va faire voter le budget de financement de la sécurité sociale et la loi des finances. Deux actes politiques qui vont fixer le seuil minimum de nos pensions et de leurs revalorisations.

Donc, ce 1^{er} octobre, ne rien lâcher sur nos exigences a un bien un sens revendicatif, plutôt que de fêter la journée des retraités ou la semaine bleue ! On se comprends, camarades !

Pourquoi l'exigence d'augmenter nos pensions et les retraites ?

Car, dans ce 1^{er} semestre 2021, les géants du CAC 40, ce sont 57 milliards de profits. Record historique ! Du jamais-vu ! Et ça, ce n'est pas la CGT qui le dit, mais le président de la République, le Ministre du budget et de l'industrie, les économistes...

Chaque jour, ce sont les infos... Je crois qu'ils vont inventer le « challenge » au record des profits ! Face à cette débauche de milliards, des miettes pour les retraités... À peine le prix d'une baguette ! C'est révoltant !

Exigeons, exigeons ! Le partage des richesses. Exigeons notre dû !

100 € immédiatement comme 1^{re} étape avant les 300 € nécessaires.

Tout le monde s'accorde à le dire : les prix augmentent, il est de plus en plus difficile d'arriver à la fin du mois. On se prive, y compris, de manger !

Ça ne peut plus durer ! En 2021, les images sont trop dures de voir les jeunes, les retraités, tomber dans la précarité, la pauvreté. Aller au Secours Populaire, au Restos du Cœur pour se nourrir !

Après des rassemblements et des actions variées dans les territoires le 31 mars, gouvernement et patronat ne nous ont pas entendus. À nouveau, aujourd'hui partout en France, les retraités sont mobilisés, se rassemblent, manifestent unitairement. C'est notre force.

En ce qui concerne la CGT, nous serons une nouvelle fois dans la rue le 5 octobre avec les actifs, les jeunes, les précaires et privés d'emplois avec notre triptyque revendicatif : Pensions et retraites, protection sociale, service public.

Camarades, pour la CGT retraités, il y a le 1^{er} et le 5 octobre.

D'ores et déjà, nous réfléchissons à de nouvelles perspectives pendant ce trimestre, car nous ne lâchons rien, nous voulons gagner !

Alors, Macron, Le maire, Roux de Bézieux et consorts, ne soyez ni sourds ni aveugles aux mobilisations, ne nous méprisez pas ! Mais entendez la colère des retraités. Nous ne lâcherons pas, nous ne lâcherons rien, soyez-en certains, car nous voulons gagner !

Marc Bastide,
Secrétaire général de l'UCR-CGT